

novembre 2017

# HARZ-LABOUR

miz du 2017

niverenn 18 — numéro 18



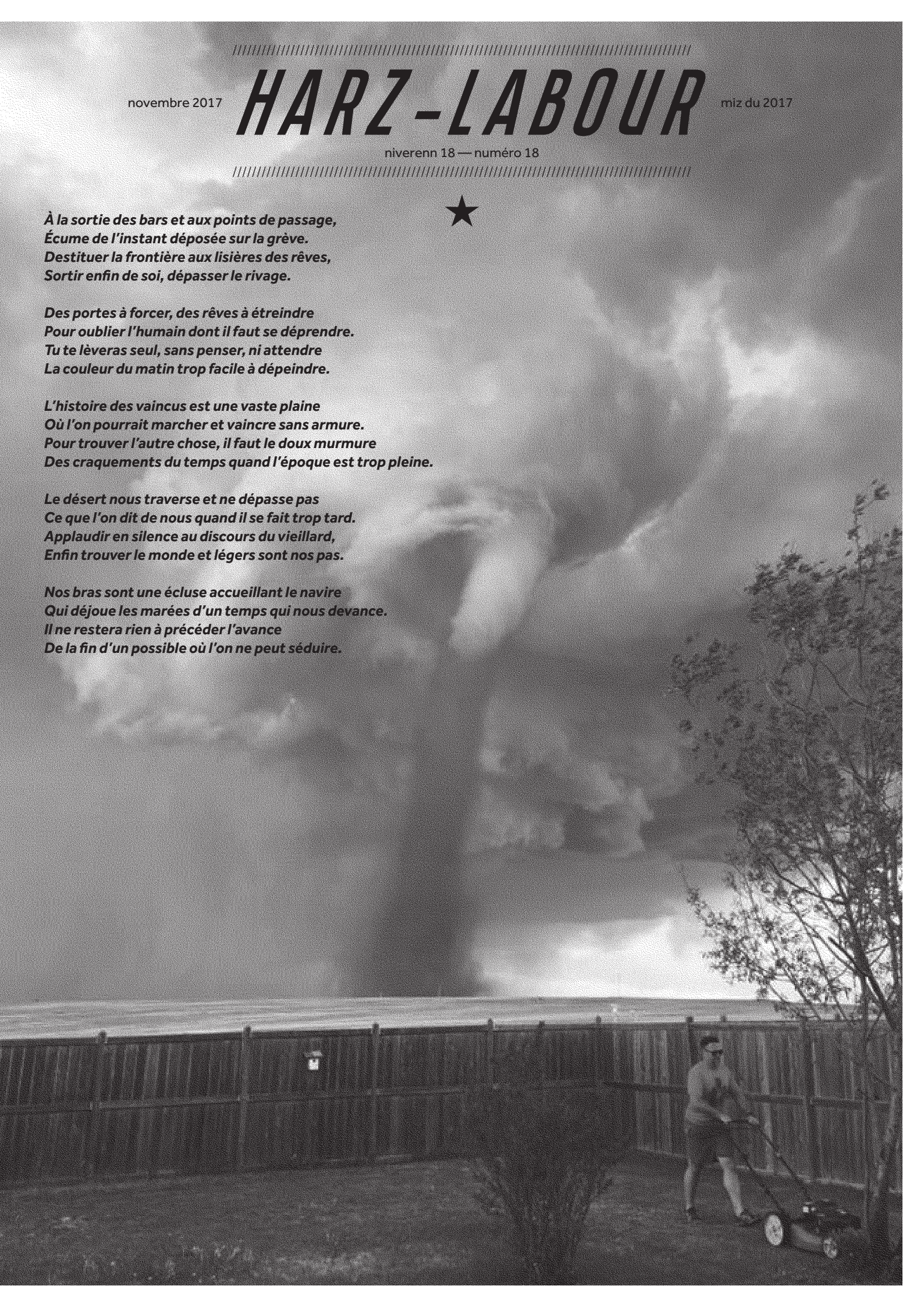
*À la sortie des bars et aux points de passage,  
Écume de l'instant déposée sur la grève.  
Destituer la frontière aux lisières des rêves,  
Sortir enfin de soi, dépasser le rivage.*

*Des portes à forcer, des rêves à étreindre  
Pour oublier l'humain dont il faut se déprendre.  
Tu te lèveras seul, sans penser, ni attendre  
La couleur du matin trop facile à dépeindre.*

*L'histoire des vaincus est une vaste plaine  
Où l'on pourrait marcher et vaincre sans armure.  
Pour trouver l'autre chose, il faut le doux murmure  
Des craquements du temps quand l'époque est trop pleine.*

*Le désert nous traverse et ne dépasse pas  
Ce que l'on dit de nous quand il se fait trop tard.  
Applaudir en silence au discours du vieillard,  
Enfin trouver le monde et légers sont nos pas.*

*Nos bras sont une écluse accueillant le navire  
Qui déjoue les marées d'un temps qui nous devance.  
Il ne restera rien à précéder l'avance  
De la fin d'un possible où l'on ne peut séduire.*



# JEU À LA NANTAISE

Ce début de mandat est décidément étrange. Macron sombre dans un gouffre d'impopularité mais réussit tout ce qui l'entreprend comme si rien ni personne ne lui faisait face. Frénétique, le président manager attaque sur tous les fronts. Pour déjouer la dispersion, il nous faut travailler partout à l'irruption d'une force composite qui se projette par de-là la temporalité-éclair des ordonnances. Une force d'opposition, ancrée localement, dont le terrain d'action est la rue, les occupations, les blocages et les grèves. À Nantes, nous nous y essayons depuis la rentrée.

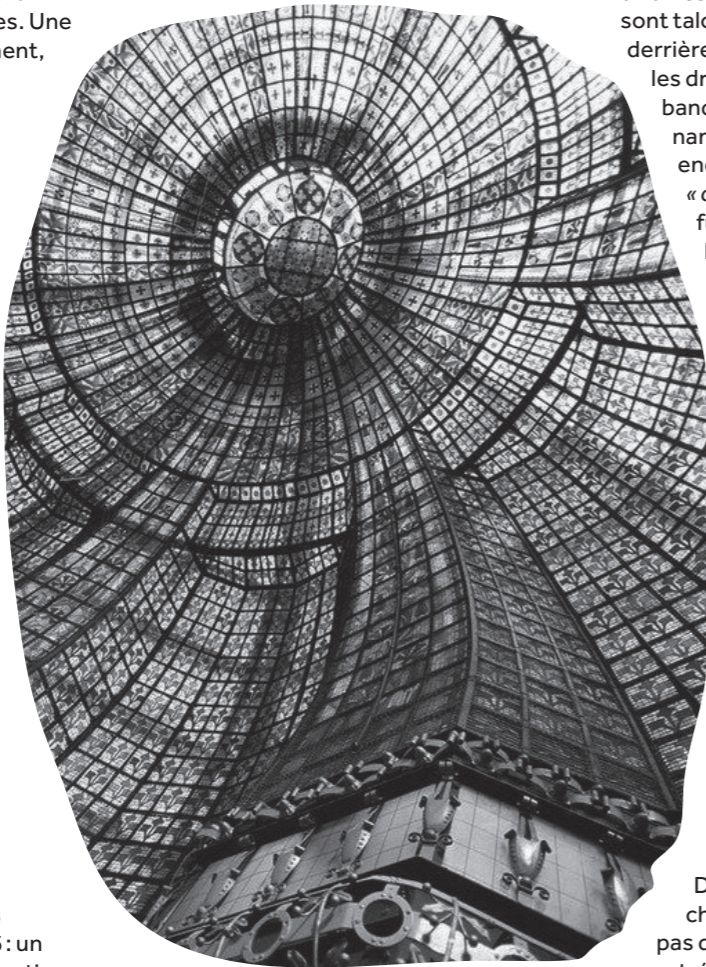
Une fois passée la parenthèse électorale puis celle de la vacance estivale, le débat politique s'élève à nouveau. Et élever le débat politique, c'est le faire descendre dans la rue. En Loire-Atlantique, quelque chose du printemps 2016 semble avoir survécu... L'intensité et la singularité des récentes manifestations nantaises ne résident pourtant pas dans l'ampleur de la casse ou des épisodes émeutiers. Elle se niche ailleurs, dans cette intelligence collective nouvelle qui se cherche à tâtons au fil des journées d'action. Elle se niche dans ce qui surgit *entre* des forces hétérogènes lorsqu'elles parviennent à *communier* plutôt qu'à s'enclorre sur elles-mêmes.

Depuis la rentrée, nous avons commencé à esquisser ce qui nous avait fait défaut au printemps 2016 : un espace d'organisation et de coordination. Un espace qui ne sombre ni dans les manœuvres bureaucratiques d'appareils qui paralysent les intersyndicales, ni dans la palabre perpétuelle et sans objet qui neutralise les assemblées nuit debout, ni dans les guéguerres de milieu entre « radicaux ».

Inventer des stratégies et des tactiques nouvelles pour soutenir le rapport de force dans la durée. Construire des outils pour relier et densifier la circulation entre les fronts : comme par exemple la *Cagette des terres*, un réseau de ravitaillement des luttes du pays nantais, ou la construction collective d'une structure mobile pour appuyer sur les manifs, occupations et piquets de grève. Enrayer la succession de défaites essuyées par les « *mouvements*

*sociaux*» depuis 2005. Déjouer les logiques immobilistes à l'intérieur des luttes et les vellétés de maintenir chaque tentative dans son isolement propre. Se donner un lieu commun relier les résistances à la précarisation et l'aliénation au travail, à la répression et aux violences policières, à la marchandisation des lycées et universités, à l'aménagement capitaliste du territoire, aux politiques racistes et sécuritaires...

Ces tentatives ont le mérite de battre en brèche les distances entre nous, préalable au renversement du rapport de force. Elles ont permis d'enclencher un *jeu de composition* entre les différentes forces politiques qui ont fait la vigueur de la lutte en 2016 : des jeunes, étudiants, lycéens, précaires, salariés, collectifs



de lutte (« *medic team*», « Nantes en résistance», des habitants de la Zad...), des médias alternatifs, des bandes de potes, ainsi que de nombreux syndicalistes actifs dans les sections, les unions locales et départementales de la CGT et de Solidaires. Elles dessinent l'esquisse d'un *Comité d'Action Nantais*.

## Métamorphoses du cortège de tête

La segmentation habituelle entre les cortèges commence à craqueler de toute part. En première ligne devant la banderole renforcée, des syndicalistes de base, drapeaux au poing, font corps avec la jeunesse. Chasubles rouges et

K-ways noirs se confondent. La police se tient à distance de cet alliage hétéroclite... Elle qui avait pourtant cru mettre fin aux débordements nantais en engageant le cortège de tête ! Il faut dire que la donne a changée à partir de la manif du 12 septembre dernier. Dans un stupéfiant retournement de la situation, c'est le « *carré de tête*», (agrégeant derrière sa banderole unitaire les principaux responsables des organisations syndicales de Loire-atlantique) qui demandait au « *cortège de tête*» s'il était possible de se glisser devant les banderoles renforcées !

Nous vivons depuis une forme de dépassement du « *cortège de tête*». La manif est ouverte par la banderole du « *carré de tête*», suivie d'une petite dizaine de responsables syndicaux. Ils sont talonnées par le camion de l'UD CGT derrière lequel s'alignent indistinctement les drapeaux syndicaux et les banderoles renforcées de la jeunesse nantaise. Ce que l'on appelait hier encore « *le cortège de tête*» et le « *cortège de la CGT*» ont aujourd'hui fusionné en une étrange créature hybride. Un dialogue improbable s'organise entre les habituels slogans que crache la sono syndicale et la foule hilare qui s'amuse à les détourner. Les lignes bougent. Des jeunes masqués taguent parmi les anciens qui leur donnent des conseils d'orthographe ! Pour l'anecdote, entre le 12 et le 21 septembre une forme inédite de grève du zèle de la brigade de nettoyage anti-tag de Nantes métropole a décuplé l'espérance de vie de ces œuvres éphémères. Le 19 octobre dernier, c'est toute la manif qui s'arrête le temps de réaliser une fresque sur la préfecture : « *Aujourd'hui on la peint, demain on la prend !*»

Dans les rues nantaises, quelque chose s'invente qui ne supportera pas de retour en arrière. Depuis la rentrée, la composition inédite de la tête des manifs désarçonne la police. Gazer massivement et tirer au LBD sur le cortège de tête comme au printemps, ce serait indistinctement gazer et tirer sur l'ensemble des représentants syndicaux de Loire-Atlantique. Nous sommes indiscernables. En plus de déjouer en partie les dispositifs du maintien de l'ordre, la mixité et l'indistinction du cortège nantais est une réfutation en acte du discours médiatique et policier qui agite frénétiquement le spectre de « *l'ultragauche*».

## Quelques aspects des journées d'action :

*Les petits matins* où l'on se retrouve à l'aube pour des actions communes. 12 septembre : barrage filtrant sur la

plateforme aéroportuaire qui provoque un embouteillage sur le periph' et le pont de Cheviré, tentatives de blocages de lycée avortées dans les quartiers nord. 21 septembre : petit déjeuner et rassemblement de soutien sur le piquet de grève des facteurs de St Herblain rejoint par de nombreux jeunes et des salariés d'autres secteurs. Au même moment, la CGT organise le blocage du rond point Indre et une opération péage gratuit en Sud Loire. 10 octobre : petit déjeuner et rassemblement pour appuyer le blocage du lycée Gysthau, marqué par la venue de syndicalistes aux portes du lycée, une première à Nantes.

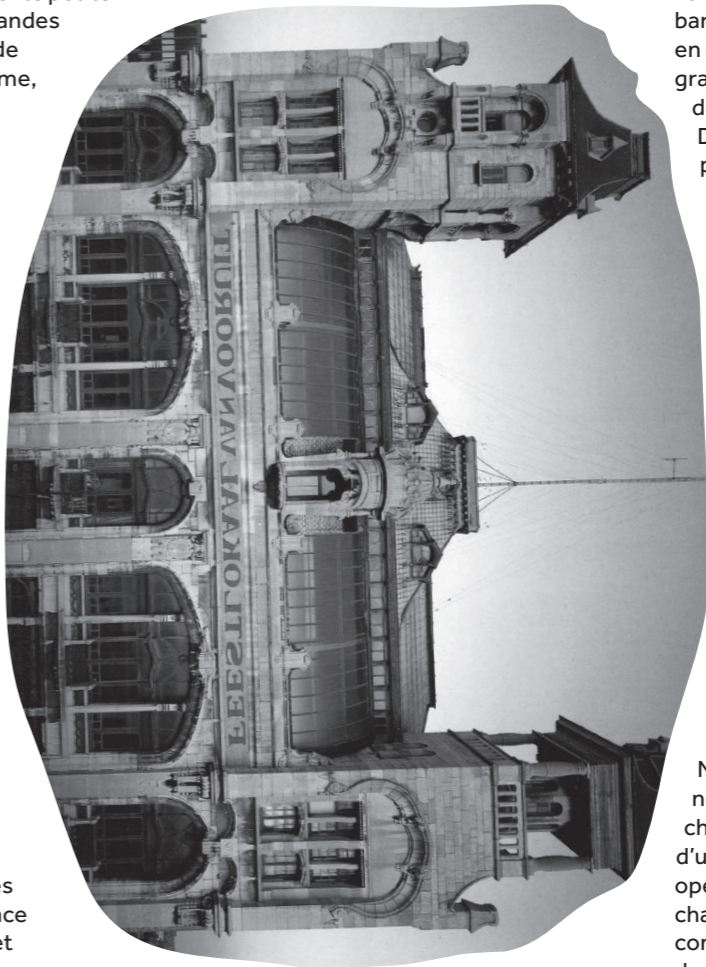
*Les grands banquets* qui ont précédé les manifestations du 12 et du 21 septembre, points de ralliement de différents petits cortèges de grévistes et de bandes de jeunes. Autour d'un verre de muscadet ou d'un jus de pomme, d'une salade piémontaise ou d'une blanquette de veau s'attablent les mondes multiples que le pouvoir voudraient maintenir dos à dos. Prélude à la manifestation, le repas commun suscite son lot de rencontres improbables et de discussions informelles. Il permet également de tenir la rue avant le déploiement du dispositif policier.

*Les gestes communs* qui viennent prolonger la manifestation pour la plus grande joie de toutes celles et ceux qui ne veulent pas rentrer chez eux. Ils sont pensés avec les composantes syndicales. Chaque fois ces gestes sont des paris, des coups de dés, mais aussi des compromis entre une multiplicité de cultures politiques. Penser ces gestes réclame autant d'audace et d'imagination que de tact et de diplomatie. Mais un soupçon de poésie, d'humour et d'inventivité parvient jusqu'ici à faire de chaque manif un évènement et une surprise.

**21 septembre** : Nous arrivons à la fin du parcours. On annonce au micro que la manif se poursuit pour aller murer le local de François De Rugy, président de l'assemblée nationale. La manif repart aussi sec, avec à sa tête un joyeux mélange de tout ce qui contribue à la vitalité des rues nantaises. La CGT est en première ligne. Nous avançons — bras dessus, bras dessous — droit sur la ligne de la BAC qui nous fait face, suivis par les camions syndicaux et les banderoles renforcées. Très surprise, la BAC se replie sous les cris de joie de la foule. Mais nous finissons par buter sur une ligne de robocops obtus

décidés à nous empêcher de poursuivre la manifestation. Alors... on pousse !

Très vite, la manif est noyée sous les gaz tandis qu'une pluie de grenades de désencerclement s'abat sur les banderoles renforcées. Mais plutôt que de se disperser la manif entreprend — comme convenu lors des réunions de préparation — la construction du mur au beau milieu de la route, face aux flics ! Chaine humaine de parpaings. Pelles, ciment, truelles et bombes de peinture. Prise de paroles. Photo de famille, drapeaux et fumigènes au vent. Boom improvisée sur l'asphalte. Alors que nous entamons la dispersion, la journée se clôt par une charge de la BAC qui ratisse, shoote et arrête. Elle se rue sur l'un des camions de la CGT



pour extraire violemment plusieurs syndicalistes. Ils sont plaqués au sol et embarquées dans la stupeur générale.

Notre mur est détruit mais l'essentiel est ailleurs. Le 21 septembre, c'est *toute* la manifestation qui a prolongé le parcours officiel pour une action commune. C'est *toute* la manifestation qui a chargé les flics, puis a été chargée et s'est défendue. Et c'est *toute* la manifestation qui a construit ce mur sur la route. En face, les signes préfectorales et ministérielles sont claires. Il faut taper fort. Briser l'unité naissante. Appliquer aux syndicalistes les mêmes méthodes que celles utilisées contre la jeunesse. Au risque de nous souder davantage puisque

les procès à venir seront sans nul doute l'occasion de rassemblements unitaires et massifs devant le tribunal de Nantes !

**10 octobre** : Alors que la manifestation est censée se disperser, nous entamons la construction d'une monumentale « *maison nantaise du peuple*» face à la préfecture. La Bac jette cette fois-ci son dévolu sur un caddie de cantine rempli de carottes râpées. La charge des flics est violente et absurde. Mais elle est repoussée par une salve bien sentie : suffisamment nourrie pour tenir en respect et faire reculer les cow-boys, mais assez brève pour ne pas constituer un point de fixation qui nous aurait empêché de mener à bien la construction.

Tandis que les merguez grillent sur le barbecue, les poutres passent de main en main, les fermes sont assemblées à grand renforts de visseuses et de coups de marteaux. Puis, on lève la charpente. Des centaines de bras se tendent pour accompagner le mouvement. Pendant quelques temps, le bâtiment est tenu à bout de bras par une foule de manifestants sur la pointe des pieds... Il se dresse finalement, majestueux, face à la préfecture. Évocation des bourses du travail, des foyers de jeunes autonomes et des athénées cette construction éphémère était une invitation à arracher à la métropole des espaces pour s'organiser et se retrouver entre les manifestations, à susciter parmi les manifestants le désir d'une maison commune avec des ateliers techniques et artistiques, une cantine, un lieu vaste et confortable pour tenir assemblée.

## La suite ?

Nous partons peut-être de loin mais nous savons où nous allons. Que chaque manif soit précédée d'un piquet, d'un blocage, d'un péage gratuit, d'une opération escargot matinale. Que chaque manif soit suivie d'un geste commun qui la prolonge. Qu'entre deux *journées* d'actions, des grèves reconductibles et des occupations constellent en une multiplicité de foyers de résistance au cœur de la métropole nantaise. Voilà qui ferait consister une opposition réelle à l'offensive macronnienne. Une opposition qui ne se soucie ni de figuration parlementaire, ni de promesse d'alternance. Une force qui se projette au de-là d'une simple succession de mouvements sociaux.

Nous mettrons peut être du temps. Nous en avons. Mais nous ne doutons pas une seconde que la journée du 16 novembre sera comme les précédentes un moment intense et déterminant pour la suite... Nantes n'a pas fini de nous surprendre !

# LA PRODUCTION DE LA VICTIME

C’est une histoire qui aurait pu valoir un #metoo sur les réseaux sociaux. Elle est racontée à la troisième personne parce qu’elle est aussi personnelle que collective. Elle est arrivée à plein de monde, avec une kyrielle de détails sordides nécessairement singuliers. Ce qui compte ici, c’est l’acte et ses conséquences, au delà du témoignage individuel. L’important n’est pas un récit dans sa singularité, mais bien dans sa banalité, et dans ce que cette banalité porte en elle de politique. Un mec viole une mineure, ses parents portent plainte. Les dispositifs sociaux et judiciaires se mettent en branle. Il écope d’un classement sans suite, forcément. C’est pas que le point de vue des keufs et de la justice soit important, c’est juste que la procédure judiciaire est ce moment où tu t’appartiens encore moins que pendant qu’on te viole. Assise sur le banc des accusées, coupable d’avoir survécu, ta vie est disséquée dans ses moindres recoins. Qui tu aimes, qui tu baises, qui tu vois, autant d’indices de ta non inscription dans le schéma de la jeune fille, de la bonne victime, timide et tremblante. Expression absolue de leur pouvoir sur toi, les « experts », légistes et psychiatres, sondent, fouillent, enquêtent sur ton corps devenu scène de crime. L’institution judiciaire ne fait que confirmer l’état des rapports de genre en les gravant dans le marbre d’un dossier. La correctionnalisation des viols n’est qu’une façon de rappeler que ce n’est finalement pas si grave, que les violences sexuelles s’ancrent dans la normalité de nos quotidiens. Et les rares cas où les violeurs écopent de peines lourdes au pénal sont autant de moyens de réaffirmer qu’un « vrai » viol est quelque chose d’extraordinaire, de marginal et de pathologique, et autant de manières de construire la figure du violeur comme déviant, malade, délinquant, irresponsable.

**C’EST ASSEZ PRATIQUE POUR RAPPELER QUE LE VIOLEUR NE SAURAIT ÊTRE UN HOMME ORDINAIRE ET CONSCIENT, POUR NIER QUE LE VIOL EST À LA FOIS UN PROGRAMME POLITIQUE ET LA CONSÉQUENCE LOGIQUE DE LA CONSTRUCTION DE FORMES DE MASCULINITÉS HÉGÉMONIQUES.** Être un violeur ordinaire, finalement, c’est être un vrai mec, conforme à la norme et aux attentes sociales, sûr de sa force et de son bon droit. Les classements sans suite des viols et violences sexuelles ne sont donc pas des injustices, ils sont au contraire autant de signes du fonctionnement normal de la justice en tant qu’institution, efficiente dans

son rôle de gardienne de l’ordre. Les refus d’enregistrer les plaintes et les non lieux viennent rappeler que l’exercice du pouvoir est masculin, indépendamment du genre de ceux qui l’incarnent. En effet, le genre n’est pas qu’une construction figée, il

est une relation et une production de la norme. Le viol est le dispositif qui vient sanctionner cette production de l’impuissance et de la faiblesse comme caractères féminins tout en réaffirmant l’idée d’une puissance masculine. Et s’il est une chose que les hashtags #metoo et #balancetonporc ont bien mis en avant, c’est que les agressions sexuelles interviennent pour beaucoup dans des rapports hiérarchiques (producteur – actrice, employeur – employée … ) et qu’elles ne sont finalement pas tant une question de sexualité que de rapports de pouvoir.

Dans les affaires de violences sexuelles, les dispositifs policiers et judiciaires — tout en discriminant le normal du pathologique au sein des virilités — participent à la construction essentialiste de l’innocence virile. En aval, toutes les techniques du soft power travaillent à la construction d’identités victimaires face aux identités virilisées. Après le viol, psys et travailleurs sociaux interviennent en collaboration avec le dispositif judiciaire pour individualiser l’acte, pour le déraciner de son ancrage social, et, au nom de la reconstruction de la personne violée, pour lui construire une identité de victime. Afin de la faire culpabiliser, on lui explique qu’il ne faut pas culpabiliser, ainsi, elle sait que si elle ne culpabilisait pas, elle aurait dû, sous peine de ne pas être assez victime. La dépossession de soi qui s’opère dans l’acte du viol se poursuit à travers la « prise en charge » sociale et psychologique de la personne violée. Chacun de ses mots, chacune de ses actions, chacune de ses pensées verbalisées, chacune de ses interactions sont interprétés au prisme du viol. Une victime de viol est nécessairement détruite, elle doit absolument l’être pour que le dispositif puisse fonctionner. Par conséquent, tant qu’elle va mal, tout ce qu’elle fait est absout, expliqué, pardonné, elle est littéralement irresponsable, elle ne s’appartient plus puisqu’elle lui a appartenu. Désormais, elle appartient à la société toute entière qui va se charger de sa réintégration dans le monde social. **BRUTALEMENT, TOUT SON MONDE EST PENSÉ SELON CE QU’IL LUI A FAIT, ET NON SELON CE QU’ELLE FAIT.** Elle n’a plus le droit d’aller bien, elle n’a plus le droit de se penser (et de se panser) elle-même, elle n’a plus le droit d’exister en dehors de son statut victimaire. Ainsi, le déploiement exponentiel des dispositifs de « prise en charge de la victime »

se justifie par lui-même. Si le viol est l’incorporation des rapports de genre, son traitement judiciaire, psychologique, social et médical est l’incorporation de la réaction attendue, l’enfermement dans une identité de victime. Tout ce dispositif n’est qu’un apprentissage de la faiblesse, de la fadeur, de l’invisibilité, une opération de réassignation dans une identité construite comme féminine.

**APPRENDRE À ÊTRE UNE BONNE VICTIME, C’EST APPRENDRE À SE CONFORMER AUX ATTENDUS SOCIAUX DE LA FÉMINITÉ.**

Il s’agit d’être dégoûtée du sexe jusqu’à la rencontre avec le prince charmant qui saura réveiller les sens meurtris. Il s’agit donc de renoncer définitivement à son corps et à son plaisir, qui ne sauront plus exister que par un autrui nécessairement masculin, tout en réaffirmant la centralité de la sexualité, dont le contrôle est un instrument du pouvoir. Il est aussi nécessaire de prendre conscience de sa faiblesse, et d’intégrer définitivement la peur, la peur du masculin et donc la soumission à celui-ci, la peur de la solitude dans l’espace public, et donc la nécessité d’un maintien de l’ordre à un moment où la confrontation avec les institutions policières et judiciaires pourraient conduire la personne violée à remettre en cause la légitimité du dispositif. L’inculcation de la peur par le rappel constant de la menace qui pèse sur elle sont autant de manières de produire à la fois la soumission à la norme sécuritaire et un désir de police. Il n’est pas très étonnant que la réponse immédiate de l’État à la dénonciation massive des agressions sexuelles ait été la création d’un nouveau délit, et donc, la légitimation de nouvelles opérations de police qui viendront renforcer les dispositifs de prise en charge existants. L’individualisation de l’acte de viol, son arrachement aux rapports ordinaires de genre, et la prise en charge totale de la victime sont autant de moyens d’éviter toute réaction collective en dehors des institutions. Par l’individualisation de l’agression, on conforte à la fois la victime dans sa culpabilité, puisque si cela lui est arrivé à elle, c’est que quelque part, elle l’a sûrement « bien cherché ». Mais il s’agit surtout d’éviter qu’elle s’aperçoive que son agression s’ancre dans des rapports politiques sur lesquels elle pourrait être tentée d’agir. Par la prise en charge totale, on inscrit en elle sa dépendance aux institutions, pour l’empêcher de penser toute forme d’émancipation en dehors du cadre délimité. Dans les deux cas, il s’agit de l’empêcher de penser collectivement tant l’individualisation des rapports permet une prise toujours plus puissante des différentes formes du pouvoir sur nos vies.

Par conséquent, si individuellement, l’identité de victime peut apporter un certain soulagement à un moment donné, c’est tant mieux, et il ne s’agit nullement de poser un regard moral sur celles qui en

ressentent le besoin, et encore moins de leur expliquer comment réagir. Toutefois, politiquement, l’enfermement dans l’identité de victime semble une impasse affaiblissante qui limite toute possibilité de reprendre prise sur les processus.

**DEMANDER AUX INSTITUTIONS D’AGIR, C’EST LEUR DONNER LA LÉGITIMITÉ DE PESER SUR NOS VIES ET SUR NOS CORPS, ALORS QUE LEUR EXISTENCE MÊME EST LIÉE AU MAINTIEN DES NORMES QUI LEUR SONT CONSTITUTIVES.**

Au contraire, refuser d’être une victime, c’est sortir du psychologique, de l’individualisation du cas particulier pour s’inscrire dans des rapports collectifs. C’est participer à élaborer collectivement une pensée politique des rapports de genre et réfléchir à comment agir ensemble, plutôt que se limiter à subir. C’est par l’action et la confrontation qu’on peut enfin reprendre la main sur nos vies, sortir du carcan de la morale et de la dénonciation pour trouver la force de se battre. C’est nouer des relations, non pas basées sur la pitié ou la compassion, mais sur des rapports égalitaires et solidaires qui permettent d’exister sans se réduire à ce qu’on a subi à un moment donné. Refuser d’être une victime, c’est rejeter tout rapport avec les institutions pour se donner enfin la possibilité de subvertir radicalement les rapports de pouvoir, en s’organisant par nous-mêmes, en libérant notre pensée du cadre institutionnel. Refuser d’être une victime, c’est déconstruire nos identités de genre, refuser la soumission au féminin attendu sans pour autant fantasmer sur une virilité mythique, c’est créer de nouvelles manière de vivre nos relations. Il s’agit d’expérimenter ensemble la force collective dont l’acte a tenté de nous priver individuellement. Les agressions sexuelles ne cesseront pas parce que nous le demandons gentiment ou parce que la loi l’interdit. Elles ne cesseront que lorsque nous serons en mesure de les rendre impossibles en pratique, en étant à la fois capables d’y répondre collectivement et en inventant de nouveaux rapports ne leur laissant pas de place.



# DE LA JUSTICE EN MILIEU MILITANT

*« Je trouve les mecs lents à s’emparer de sujets qui les concernent directement et qui pourraient les concerner exclusivement, comme le viol. Comme quand il y a Nuit debout et qu’on commence à entendre que beaucoup de jeunes filles qui restent la nuit se plaignent de mains au cul (…), ça me surprend que le lendemain les mecs n’éprouvent pas le besoin de se rassembler immédiatement pour dire : qu’est ce qu’on fait ? (…) Je trouve les mecs extrêmement lents à s’emparer de la question de la masculinité (…). À chaque fois qu’une mec viole, ça les concerne tous, au sens où c’est leur virilité qui s’assoit là-dessus. Quand ils se trimbalent en ville en maîtres du monde, c’est sur le travail des violeurs qu’il s’appuient. »*

Virginie Despentès

Au cours des différents mouvements sociaux, certains d’entre nous ont eu affaire à l’institution judiciaire, ont été condamnés après avoir manifesté, à tel point que beaucoup de manifestants en viennent à penser « répression » et « prison » à chaque fois qu’ils entendent le mot « justice ». Car la justice n’est évidemment pas neutre, elle est la forme rigide et pleine d’exceptions trouvée pour réguler la vie en société et maintenir l’ordre en place. En outre, l’exercice de la justice dans les tribunaux nous dépossède le plus souvent de notre capacité à régler nos conflits ou à penser ce que pourraient être des formes justes de sanction des comportements inacceptables et de réforme de leurs auteurs.

**POURTANT, LA LIBÉRATION PROGRESSIVE DE LA PAROLE À PROPOS DES VIOLENCES MASCULINES (DONT LES RÉCENTES AFFAIRES MÉDIATIQUES NE SONT QUE LA PARTIE ÉMÉRGÉE DE L’ICEBERG), Y COMPRIS AU SEIN DES SPHÈRES MILITANTES RENNAISES, DÉMONTRE S’IL LE FALLAIT L’IMPORTANCE DE RÉFLÉCHIR AUX FORMES DE SANCTIONS, DE RÉPARATIONS ET DE CHANGEMENTS DES COMPORTEMENTS.**

Récemment, comme dans de nombreux autres milieux, des faits de harcèlement et d’agressions sexuelles commis par des militants ont dû être traités par différentes organisations politiques ou syndicales. Parfois, l’agresseur a refusé de se remettre en cause, de reconnaître les faits, l’un d’entre eux allant même jusqu’à tenter de créer une solidarité masculine en diffamant les femmes agressées ou harcelées. L’exclusion est alors apparue comme la seule solution, ne serait-ce que pour éviter que des femmes ne se retrouvent exclues de fait des organisations et lieux fréquentés par leur agresseur. Si cette décision est courageuse et légitime, il faut aussi convenir que ne pas réussir à faire prendre conscience à un homme du caractère

problématique de ses actes est un échec dont nous devons toutes et tous prendre conscience. En outre, qu’un homme refuse de se remettre en cause et de changer de comportement après de tels agissements n’est pas rassurant, même si le risque de réitération se situe maintenant en dehors de l’université et des lieux de sociabilité militante…

Dans d’autres cas, il arrive que les faits soient reconnus par leur auteur, qu’il accepte de présenter des excuses, d’être suspendu de son organisation et de se tenir éloigné de la femme ne souhaitant plus le croiser (en ne fréquentant plus certains lieux ou en changeant de ville). Se posent alors les questions des formes de la reconnaissance de l’acte, de la réparation, de la sanction, de sa durée, et des dispositifs pouvant permettre à l’auteur de l’agression de s’interroger sur ses actes et de ne pas les reproduire (discussions avec des militants et des militantes, avec ses propres amis comme avec des proches de la personne agressée, ateliers et groupes de parole sur le consentement, etc.).

Informé, éduqué, faire reconnaître les violences masculines et leur ampleur est une préoccupation féministe de longue date. Parfois, s’y ajoute la volonté de dénoncer nommément et publiquement l’auteur du harcèlement, de l’agression sexuelle ou du viol, de rendre la honte plus honteuse en la livrant à la publicité. Cette réaction semble avoir pour but de stigmatiser un comportement inacceptable, de faire un exemple et de dissuader.

Si cette politique et les buts qu’elle poursuit sont légitimes, il convient d’observer qu’elle implique des responsabilités, et notamment celle de faire face à un éventuel emballement. Nous avons ainsi pu voir, récemment à Rennes, le traitement d’un acte d’agression sexuelle (dénoncé par la femme qui l’a subie et reconnu par son auteur), une fois rendu public, livré à la concurrence entre organisations militantes, les membres de l’une d’entre elles décrétant un banissement sans limite dans le temps ni dans l’espace de l’auteur de l’agression. Cette décision fut malheureusement prise en dehors des tentatives de prise en charge collective du cas, et sans contact avec la personne qui a subi l’agression.

En outre, s’il doit y avoir une présomption de véracité vis-a-vis des récits des femmes

dénonçant les violences sexuelles qu’elles ont subies, leur parole ne doit pas être mise en concurrence avec la prolifération de rumeurs. Pour mentionner un cas précis, il n’est par exemple pas acceptable que des actes d’agressions sexuelles rapportés par les personnes qui les ont subis soient rebaptisés « plusieurs viols » sans qu’aucune femme ne dise avoir été violée par cet homme. Dans un autre cas, nous avons été consternés d’entendre plusieurs fois le récit des mêmes faits de domination masculine, commis le même jour, dans le même cadre, attribués à… deux hommes différents.

La prolifération de ces rumeurs semble avoir pour effet de réduire l’ampleur de la domination masculine et des faits de violences sexuelles à quelques personnes identifiées. Pour une partie de ceux qui tiennent ces discours, le simple fait de rejeter quatre militants coupables d’agressions et de les considérer comme des prédateurs permettrait d’affirmer que leurs actes n’ont rien à voir avec de nombreux comportements masculins.

Pourtant, en plus de déposséder les victimes d’agressions de leurs récits et de les éloigner des réflexions sur la réponse à y donner, la création de la figure du monstre n’aide pas à la reconnaissance des faits, et empêche une remise en cause plus large de la domination masculine. C’est ce qui était expliqué récemment par la militante féministe Moana Genevey : *« Nous aimons à répéter que les violeurs sont des monstres. Que ces gens sont différents, inhumains. C’est rassurant de se dire que seule une créature épouvantable pourrait faire une chose pareille, et que l’on n’a absolument rien en commun avec un homme qui harcèle, qui*

*agresse ou qui viole. Mais en nous distanciant, nous nous déresponsabilisons. ET NOUS ENTRETENONS LE MYTHE QUE SEUL QUELQU’UN DE « DÉRANGÉ » OU DE MARGINAL SERAIT CAPABLE DE COMMETTRE UN VIOL OU UNE AGRESSION SEXUELLE. Les violeurs ne sont pas des êtres maléfiques et étranges, ni des loups solitaires détachés de la société. (…) Ce qui est monstrueux, c’est que je ne connais pas une seule femme qui n’a jamais été touchée, agrippée, caressée, ou embrassée sans son consentement. C’est la place du viol dans notre société qui est monstrueuse. Alors pour nous regarder en face, arrêtons de traiter les violeurs de monstres. »*

Si nous refusons de traiter les violeurs ou les agresseurs de monstres, c’est à la fois pour ne pas minimiser leur nombre, mais aussi parce que nous assumons vouloir laisser une place à la reconnaissance des faits, au remords, à la réflexion et au changement de comportement. En outre, nous nous alarmons de voir que les quelques garde-fous imposés à l’institution judiciaire n’existent pas au sein de milieux militants se croyant plus avancés. Si nous combattons l’institution judiciaire, nous sommes obligés d’admettre que nous aimerions voir l’ensemble des militants prêts à reconnaître le droit d’un agresseur qui reconnaît les faits à être entendu, puis à être informé de la nature et de la durée de sa sanction. Si nous n’oublions pas que derrière les discours « progressistes », la justice dans les démocraties libérales est au service de l’ordre social capitaliste, patriarcal et raciste, nous observons que la doctrine officielle des institutions en matière répressive n’est pas la vengeance et le souhait d’infliger le maximum

de souffrances et d’humiliations aux condamnés, mais, en théorie, de mettre hors d’état de nuire l’agresseur en l’isolant temporairement, le temps de considérer qu’il a suffisamment évolué. S’il est évident que ces principes brandis hypocritement sont quotidiennement démentis en pratique par les institutions judiciaire et carcérale réellement existantes, nous ne pouvons nier qu’il existe dans ces discours une réflexion qui nous semble plus avancée que l’arbitraire absolu, celui qu’on qualifierait habituellement de justice expéditive.

Nous ne nous faisons aucune illusion sur une « justice de gauche » ; pour autant, nous ne pouvons que nous étonner de voir tant de militants « en lutte contre la justice bourgeoise » adopter des postures qui ressemblent fortement à une conception réactionnaire du droit. Nous avons bien sûr conscience qu’aucun groupe militant ne dispose aujourd’hui de la force et des moyens pour protéger toutes les victimes potentielles, ni d’éduquer tous les agresseurs potentiels, et encore moins de mettre en place des réparations satisfaisantes pour les personnes qui ont été agressées.

**SI ASSURÉMENT AUCUN PROBLÈME QUEL QU’IL SOIT NE SERA JAMAIS RÉGLÉ DE MANIÈRE SATISFAISANTE TANT QU’EXISTERONT LES RAPPORTS CAPITALISTES ET PATRIARCAUX, IL NOUS SEMBLE CEPENDANT ESSENTIEL D’ESSAYER D’AGIR EN CONCILIANT DU MIEUX QU’ON PEUT NOTRE IDÉAL EN LA MATIÈRE ET CE QUE NOUS POUVONS RÉELLEMENT METTRE EN ŒUVRE.**

même à des réactions outrées et bruyantes du gouvernement, promettant de tout faire pour que tout revienne rapidement à la normale, et à une intense polémique, qui aurait occupé les médias pendant quelques jours. De fait, il y a quelque chose de profondément répugnant à entendre les médias nous parler de la responsabilité de la hausse de la demande mondiale, ou de celle de la guerre que se livrent industriels et distributeurs, lorsque l’on sait qu’un agriculteur se suicide tous les trois jours, que les fermes continuent de disparaître à un rythme aberrant, et que les prix d’achat du lait fixés par les industriels reviennent à se passer la corde au cou pour le producteur.

En réalité, cette pénurie, ainsi que l’indifférence qui l’accompagne, apparaissent comme l’aboutissement de plusieurs siècles de destruction systématique du monde paysan, en vue



de son intégration à la République et à l’économie capitaliste. Si l’on omet les régions de grande production céréalière, depuis longtemps tenues par une poignée de grands propriétaires terriens, et destinées à l’approvisionnement du marché mondial, le temps n’est pas encore si lointain où les campagnes échangeaient majoritairement selon des logiques économiques pré-capitaliste (par exemple de don-contre-don, ou de charité) et non de profit, ou le référent d’appartenance y était la communauté locale et non la nation, et où la perception du monde des individus était façonnée par la culture orale (qui la plupart du temps était dans une autre langue que le français), le rapport à la nature, et les solidarités collectives. Ainsi, au cours des siècles précédents, alors que la France se constituait en tant qu’État-nation à partir des villes, les campagnes demeuraient dans un monde à-part. Pour les masses rurales, l’appartenance à la France se résumait alors surtout au fait d’être gouverné par des administrateurs français, et par les contraintes que cela représentait pour elles (impôts et taxes nouvelles, conscriptions, impositions par la force de normes et pratiques étrangères aux valeurs et aux intérêts communauteurs, …). Il faudra attendre la boucherie de 1914 pour que les campagnes de l’hexagone s’agrègent complètement à la République, les rescapés rentrant aux pays étant enfin définitivement acculturés, et devant bien trouver un sens à tout ce sang versé. Il suffit de se rendre compte qu’en Bretagne, les derniers enfants de paysans ayant appris le français à l’école n’ont, aujourd’hui encore, que la cinquantaine pour mesurer la violences des changements que les sociétés paysannes ont dû traverser en très peu de temps.

En parallèle, la modernisation des techniques et des outils agricoles a permis, dès l’après-guerre, une incroyable amélioration des conditions de vie et de travail du monde rural. Mais très rapidement, ces améliorations ont été confisquées par le développement d’un système agro-industriel qui est venu totalement déposséder les paysans des avancées qu’ils venaient d’obtenir. À partir des années cinquante, progrès technique et augmentation de la production sont les arguments utilisés pour intégrer à l’économie de marché une nouvelle génération qui cherche à se débarrasser de l’image de ploucs accolée au monde paysan. Bernard Lambert, militant des paysans travailleurs, résume ainsi la situation de l’époque : *« Nous rejestions nos parents, nos anciens parce qu’ils étaient rétrogrades: ils continuaient à travailler avec des chevaux ou des bœufs et refusaient de s’endetter pour ne pas être déconsidérés. Les jeunes estimaient que, pour bien mener son métier, il fallait s’équiper, donc s’endetter. (…) Mais dans le même temps, nous commencions à voir les industries agro-alimentaires déferler sur la Bretagne. Elles se sont mises à installer des ateliers intégrés. Nous, les jeunes paysans de*

*l’époque, on a foncé sur les ateliers de veaux, de porcs (…) et puis après sur la fabrication du lait, matière brute destinée à être vendu à une laiterie et non plus sous forme de beurre au marché. (…) progressivement, nous sommes devenus des producteurs de matières premières pour un certains nombre de firmes. C’est alors qu’on a commencé à entrevoir, mais péniblement, qu’on s’acheminait vers un rôle de travailleurs à domicile. »* Et de poursuivre dans son ouvrage *Les paysans dans la lutte des classes : « En tout temps et en tout lieu, le capitalisme, dès que les conditions techniques et économiques le lui permettaient, a détruit les modes de productions artisanaux, précapitalistes qu’il trouvait devant lui. En ce qui concerne l’agriculture, il agit de même, tout en lui laissant supporter certains investissements de production qui, au-delà des apparences, sont sous le contrôle effectif des industriels. »* Puisque l’agriculture consiste en des modes de production très difficilement adaptables de manière industrielle, il suffisait de rendre les paysans totalement dépendants des industriels, pour leurs fournitures, leurs débouchés, mais aussi par l’endettement. Les politiques publiques, poussant vers toujours plus d’agrandissement des exploitations et de dérégulation des prix, achèveront le travail pour aboutir à la situation que l’on connaît aujourd’hui.

Alors, bien sûr, il ne s’agit pas ici de défendre une civilisation rurale traditionnelle idéalisée une fois disparue. Celle-ci était profondément injuste et hiérarchisée. Les notables et les propriétaires locaux y régnaient en maîtres, exerçant leur arbitraire sur des populations très souvent plongées dans la misère. Mais face à la dureté de l’existence et des maîtres, ces mêmes populations avaient aussi développé des formes d’organisations, d’entraide et de travail en commun, ainsi qu’un rapport au monde qu’aucune entreprise civilisatrice ne justifiait de faire disparaître. Dans l’Hexagone, et particulièrement en Bretagne, il est marquant de constater que c’est durant les années soixante et soixante-dix, époque à la fois des derniers soubresauts de la civilisation rurale traditionnelle, et des



débuts du triomphe du modèle agro-industriel, que l’on a connu les dernières luttes paysannes massives et porteuses d’un véritable projet commun pour les campagnes. De nombreux champs de cumulards, et autres accapareurs de terre furent saccagés. Des paysans furent maintenus, ou installés, de force sur leurs exploitations, contre les décisions de justice et l’avis des propriétaires. Des affrontements eurent lieu contre les excès du remembrement. Des grèves massives se firent contre les prix d’achat trop bas pratiqués par les industriels, avec blocage des camions de lait sur les tournées de collectes. Au Dresny, en Loire-Atlantique, le ministre de l’agriculture en visite dans une ferme sera même séquestré par 300 paysans. C’est aussi à cette époque que les alliances entre paysans et ouvriers, les premiers ravitaillant les seconds sur les piquets de grève, s’intensifièrent, comme lors de la grève du Joint français à Saint-Brieuc, ou lors de l’éphémère commune de Nantes au printemps 68. C’est enfin sur ce terreau que la lutte contre le projet d’aéroport de Notre-dame-des-Landes a pris racine.

Aujourd’hui, la destruction du monde paysan atteint un stade tel qu’on peine à lui imaginer une issue. De temps à autres, une nouvelle crise fait que l’on voit les routes et parking de grandes surfaces se couvrir à nouveau de barricades de pneus enflammés, mais sans réelle remise en question du système. Aux marges, de nouveaux mouvements d’occupation unissent toutefois à nouveau paysans du cru et nouvelle génération militante, et, tout près d’ici, sur la Zad, les terres agricoles permettent à nouveau de nourrir les luttes.

# BEURRE ET ARGENT DU BEURRE

Depuis la guerre froide, la menace de la pénurie est régulièrement brandie par les médias et les dirigeants occidentaux pour démontrer la supériorité de l’économie de marché sur les régimes dits socialistes. Que ce soit pour l’URSS d’hier, ou le Venezuela d’aujourd’hui, les images de magasins aux rayons désespérément

# AU CENTRE DES CONGRÈS

« Le « Meilleur des mondes » est un camp de concentration qui, débarrassé de toute contradiction, se prend pour le paradis. »  
Adorno, in *Aldous Huxley et l'utopie*.

Jamais sans doute un argument ou une analyse n'ont fait reculer un ennemi. Pourtant le travail qui a été fait par le collectif *Place à défendre!* au cours des dernières années n'a pas été totalement vain, même s'il n'a pas réussi à empêcher que le couvent des Jacobins de la place Sainte-Anne se transforme en Centre des Congrès d'affaire plutôt qu'en crèche, centre social, bibliothèque, espace d'art-thérapie, salle de répétition pour groupes de rap, de rock, de free jazz et d'expérimentations en tous genres, auberge pour les galériens sans toit, etc. Les idées ne manquaient pas. Beaucoup de choses auraient pu être imaginées si on avait demandé leur avis aux habitants du quartier et à ceux qui fréquentent la place depuis des décennies, qu'ils soient d'ici ou d'ailleurs.

**MAIS UNE MAIRIE ET UNE MÉTROPOLE OBNIBULÉES PAR LEUR « RAYONNEMENT » N'ONT RIEN TROUVÉ DE MEILLEUR À CONSTRUIRE QU'UN CENTRE DES CONGRÈS POUR LES HOMMES D'AFFAIRE,** pour les forces vives du monde de l'économie et ceux qui dessinent les contours du soi-disant monde merveilleux de demain, monde dans lequel toute opposition véritable a été liquidée. Ce que le collectif *Place à défendre!* a montré, c'est que cette construction s'inscrit dans un processus plus ample de gentrification qui aura pour conséquence d'expulser de cette place les pauvres, les marginaux, les militants radicaux et de permettre à madame Nathalie Appéré, comme elle l'a dit, de « reconquérir le centre ancien ».

Ce processus de gentrification est à l'oeuvre dans toutes les grandes villes façonnées par les logiques du Capital. Rennes ne se distingue en rien. Qui peut

imaginer un instant ces élus socialistes rennais se distinguer, sinon par leur bêtise et leur soumission aux idées ringardes de l'idéologie entrepreneuriale ? Toute leur communication est d'ailleurs un copier-coller de ce qui se fait dans d'autres villes dites « socialistes ». Le PS, ce n'est plus un parti, c'est une franchise. Mais si ces élus sont des idiots, ils ne sont pas pour autant inoffensifs. Leur idiotie serait même, selon certains, une stratégie : *The Columbo's strategy*. Vous faites l'idiot, on ne vous considère pas comme une menace sérieuse et vous avez pour vous l'effet de surprise. Sébastien Sémeril, l'élue en charge de l'urbanisme, est très fort à ce jeu-là.

**LE CENTRE DES CONGRÈS N'EST QU'UNE DES PIÈCES DU PUZZLE DE LA GRANDE TRANSFORMATION DE L'HYPER-CENTRE RENNAIS EN ESPACE DÉDIÉ À CEUX QUI ONT DE L'ARGENT ET CEUX QUI ONT DES MARCHANDISES À VENDRE.** Les autres ? Circulez, il n'y a rien à voir et rien à y faire ! Ce projet très ambitieux aura de nombreuses conséquences s'il est mené à son terme et notamment celle-ci : faire du centre-ville un lieu dépolitisé, lisse, dédié à la consommation, un lieu d'où la conflictualité politique et sociale a été évacuée. Et pour que ce projet devienne réalité, le recours à la violence est nécessaire. Il faut en effet des forces de polices pour harceler les marginaux, pour les faire dégager, pour protéger un centre-ville bunkérisé les jours de manifestation, etc. La violente répression du dernier mouvement social est aussi la conséquence de cette politique urbaine.

Ce que la « reconquête » de Nathalie Appéré signifie, c'est l'expulsion du centre-ville des classes populaires, des classes dangereuses, des groupes politiques radicaux, des marges, etc.

Car ces élus ne supportent pas ce qui dépasse, ce qui déborde, ce qui n'est pas

propre, ce qui n'a pas de prix et ne s'en donne aucun.

Et ils sont en train de gagner la bataille et de parvenir à leurs fins.

Leur Centre des Congrès va ouvrir. Une nouvelle séquence commence car ils n'ont pas encore reconquis totalement le centre ancien. Il reste ici ou là des poches de résistance. Tous les cafés n'ont pas été transformés en repères à bobos-fans de burgers.

**ON PEUT PARIER QUE LA PLACE SAINTE-ANNE VA DEVENIR UN ESPACE DE PLUS EN PLUS CONFLICTUEL À MESURE QUE CEUX QUI FRÉQUENTENT AUJOURD'HUI LA PLACE VONT CROISER LES NOUVEAUX USAGERS,** ceux qui viendront demain dans le Centre des Congrès prêcher leur bonne parole libérale, développer leur pensée conforme aux exigences du Capital, organiser de faux-débats opposants ceux qui partagent fondamentalement la même vision du monde. On verra même en janvier prochain, à l'occasion des *Assises nationales de la citoyenneté* organisées par le journal *Ouest-France*, ceux qui ne trouvent rien à redire au nettoyage urbain, aux dispositifs anti-clochards, à la répression des mouvements sociaux faire un éloge du « Vivre ensemble » !

Cet événement sera suivi de près par un colloque dédié à l'« *inbound marketing* » où seront présents des « *speakers de nature internationale* », des experts du « *social selling* » et même le créateur d'« *Attractive world* ». Le pire, c'est que ce n'est pas une blague.

Ces deux événements constituent de toute évidence une provocation. Pouvons-nous laisser ces idiots dangereux qui gèrent la ville main dans la main avec Vinci (qui a construit le Centre des Congrès), les agences immobilières, l'hôtellerie de luxe, etc. détruire la place Sainte-Anne ? La réponse est dans la question.

